

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Arrêtons :

Article 1er. Le point 1, e, du chapitre 1er de l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif du 10 juillet 1984 portant fixation des normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées est complété comme suit :

« — l'adresse des administrations chargées d'instruire les plaintes des résidents :

1^o la Direction générale de la Santé, pour les plaintes relatives au non-respect des normes concernant la nourriture, l'hygiène et les soins de santé, visés au chapitre II de la présente annexe;

2^o la Direction générale des Affaires sociales, pour les plaintes relatives au non-respect des autres normes fixées par la même annexe.

Il rappelle que les litiges concernant l'exécution de la convention conclue entre l'établissement et le résident relèvent de la compétence des tribunaux. »

Art. 2. Le chapitre IV de l'annexe à l'arrêté de l'Exécutif du 10 juillet 1984 portant fixation des normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chapitre IV. Les normes concernant le nombre, la compétence et la moralité des personnes occupées dans l'établissement.

a) L'établissement dispose de jour comme de nuit, du personnel suffisant en nombre et en qualification pour sécuriser les résidents, leur fournir les soins familiaux et ménagers nécessaires et assurer l'entretien et la propreté des locaux.

Les normes minimales sont fixées comme suit :

— de jour : un membre du personnel à temps plein pour 5 résidents et moins. Un membre du personnel à temps plein sera porteur du certificat de qualification d'auxiliaire familiale et sanitaire ou assimilé par le Ministre qui a la politique du Troisième Age dans ses attributions, pour 10 résidents;

— de nuit : un membre du personnel à temps plein porteur au moins d'un brevet de secouriste.

De jour comme de nuit, un membre du personnel doit, à tout moment, être à même de répondre à l'appel d'un résident.

Des rondes de nuit doivent être effectuées.

b) Les soins infirmiers sont prestés, au prorata d'une fonction équivalent temps plein pour 30 résidents nécessitant des soins, par des praticiens de l'art infirmier.

Ces soins infirmiers peuvent être assurés en tout ou en partie par des prestataires extérieurs liés par convention avec l'établissement.

Dans le cas où il est fait appel à des prestataires extérieurs, ceux-ci ne peuvent être affectés qu'aux tâches qui font l'objet d'un remboursement par les services de l'INAMI.

c) Un emploi à temps plein peut être occupé par plusieurs membres du personnel engagés à temps partiel à condition que chacun d'eux soit porteur du titre requis pour exercer la fonction et que le total des prestations effectuées par ce personnel à temps partiel soit au moins équivalent au total des prestations fournies par un personnel employé à temps plein.

Les relevés trimestriels fournis par l'ONSS peuvent servir de preuve des heures prestées.

d) Lorsque les services d'ordre familiaux et ménagers font l'objet de conventions avec des fournisseurs extérieurs, les normes minimales de jour visées sous a sont réduites de commun accord avec l'autorité qui agréé, sur la base d'un rapport d'inspection des délégués de la Direction générale des Affaires sociales:

e) Un tableau donnant à tout moment le nom et la qualification des membres du personnel présents est affiché dans l'établissement.

La liste du personnel avec mention de la qualification et des prestations est fournie à l'administration compétente.

f) De nuit comme de jour, le membre du personnel qui est de garde relate dans un registre à ce destiné, la suite réservée aux appels des résidents et notamment les instructions qu'il a données.

Il doit faire appel, directement, à la personne dont l'intervention est nécessaire, selon les circonstances.

Le registre est signé chaque jour par les responsables du service de soins.

Doivent être indiqués à la première page du registre les numéros de téléphone des médecins, des infirmiers, des services d'incendie et de police, des hôpitaux et des ambulances.

Le registre et les documents administratifs relatifs aux résidents sont tenus à la dispositions des fonctionnaires des services de l'Exécutif de la Communauté française désignés pour surveiller l'application des dispositions du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées et des arrêtés pris en considération de celui-ci.

g) Le directeur de l'établissement et/ou son responsable en matière de gestion doit posséder un niveau minimum de connaissances utiles à sa fonction en rapport avec l'importance de l'établissement et sa politique d'accueil. Ce niveau minimum de connaissances est déterminé selon les modalités à fixer par le Ministre qui a la politique du Troisième Age dans ses attributions.

Toute personne visée au présent chapitre est tenue de fournir un certificat de bonnes vie et mœurs destiné à une administration publique.

L'agrément peut être refusé ou retiré lorsqu'une personne visée au présent chapitre a été condamnée en Belgique ou à l'étranger par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une des infractions qualifiées au livre II, titre VII, chapitres V, VI et VII, titre VIII, chapitres I, II, article 422bis, IV et VI et titre IX, chapitres I et II du Code pénal sauf si la condamnation a été conditionnelle et si l'intéressé n'a pas perdu le bénéfice du sursis ou, si les faits punis n'ayant pas été commis à l'occasion d'une activité analogue, plus de cinq années se sont écoulées depuis le prononcé du jugement ou s'il échet depuis la fin de la peine privative de liberté prononcée contre l'intéressé.

Art. 3. Le certificat de qualification d'auxiliaire familiale et sanitaire n'est pas exigé des personnes en fonction dans l'établissement lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté et justifiant, à ce moment d'une expérience de deux années exercées à temps plein en matière d'aides et de soins dans un établissement similaire

Art. 4. Les établissements agréés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté disposent d'une période de six mois pour répondre aux normes concernant le nombre, la compétence et la moralité des personnes occupées dans l'établissement telles qu'elles sont fixées au chapitre IV de l'annexe à l'arrêté de l'Exécutif du 10 juillet 1984 précité, modifié par le présent arrêté.

Art. 5. Le Ministre qui a la politique du Troisième Age dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 décembre 1989.

Par l'Exécutif,

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé de la Communauté française,

F. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 326

6 DECEMBER 1989. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de bijlage van het besluit van de Executieve van 10 juli 1984 tot vaststelling van de normen waaraan de rusthuizen voor bejaarden moeten beantwoorden

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rusthuizen voor bejaarden, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve van 10 juli 1984 tot vaststelling van de normen waaraan de rusthuizen voor bejaarden moeten beantwoorden, inzonderheid op punt 1 van hoofdstuk I van zijn bijlage;

Gelet op het advies van de Raad van advies voor de derde leeftijd van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is eerste minimumnormen inzake personeel vast te stellen ten gunste van de bejaarden die in rusthuizen gehuisvest zijn;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Besluiten :

Artikel 1. Punt 1, e, van hoofdstuk I van de bijlage van het besluit van de Executieve van 10 juli 1984 tot vaststelling van de normen waaraan de rusthuizen voor bejaarden moeten beantwoorden, wordt aangevuld als volgt :
« — het adres van de besturen belast met het onderzoek van de klachten van de opgenomen personen :

1° de Algemene Directie van Gezondheid, voor de klachten in verband met de niet-naleving van de normen inzake voeding, hygiëne en gezondheidszorg, bedoeld in hoofdstuk II van deze bijlage;

2° de Algemene Directie van Sociale Zaken, voor de klachten in verband met de niet-naleving van de andere normen, vastgesteld bij dezelfde bijlage.

Het wijst erop dat de geschillen betreffende de uitvoering van de overeenkomst die tussen de instelling en de opgenomen persoon gesloten is, tot de bevoegdheid van de rechtbanken behoort. »

Art. 2. Hoofdstuk IV van de bijlage van het besluit van de Executieve van 10 juli 1984 tot vaststelling van de normen waaraan de rusthuizen voor bejaarden moeten beantwoorden, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Hoofdstuk IV. De normen betreffende het aantal, de bekwaamheid en het zedelijk gedrag van de in de instelling tewerkgestelde personen.

a) De instelling moet bij dag en bij nacht beschikken over een personeel dat in aantal en bekwaamheid voldoende is om aan de opgenomen personen een gevoel van gerustheid te geven, hen de noodzakelijke gezins- en huishoudelijke zorg te verstrekken en om voor het onderhoud en de properheid van de lokalen te zorgen.

De minimumnormen worden vastgesteld als volgt :

— bij dag : één voltijds personeelslid voor 5 opgenomen personen en minder. Eén voltijds personeelslid moet houder zijn van het bekwaamheidsgetuigschrift van gezins- en gezondheidshelper of van een getuigschrift dat daarmee gelijkgesteld wordt door de Minister tot wiens bevoegdheid het bejaardenbeleid behoort, voor 10 opgenomen personen;

— bij nacht : één voltijds personeelslid moet houder zijn van ten minste een E.H.B.O.-brevet.

Zowel bij dag als bij nacht, moet een personeelslid te allen tijde de oproep van een opgenomen persoon kunnen beantwoorden.

Er moeten nachtronden worden gedaan.

b) De verpleegkundige zorg wordt, naar rata van één ambt dat met één voltijds ambt overeenstemt, voor 30 opgenomen personen die een zorg nodig hebben, verstrekt door de beoefenaars van de verpleegkunde.

Deze verpleegkundige zorg kan geheel of gedeeltelijk worden verstrekt door externe hulpverleners die een overeenkomst met de instelling hebben gesloten.

Indien op externe hulpverleners een beroep wordt gedaan, kunnen deze slechts voor taken waarvoor de diensten van het R.I.Z.I.V. een terugbetaling verlenen, worden aangewezen.

c) Eén voltijdse betrekking kan worden bekleed door verschillende personeelsleden die deeltijds in dienst worden genomen, op voorwaarde dat elk onder hen houder is van het bekwaamheidsbewijs dat vereist is om het ambt uit te oefenen en dat het totaal van de prestaties van dat deeltijds personeel ten minste gelijk is met het totaal van de prestaties van een personeel dat voltijds in dienst is.

De driemaandelijkse staten die door de R.S.Z. worden bezorgd, kunnen als bewijs voor de gepresteerde uren dienen.

d) Wanneer de gezins- en huishoudelijke ordediensten overeenkomsten sluiten met externe hulpverleners, worden de onder a bedoelde minimumnormen voor de dag, in gemeen overleg met de erkennende overheid, verminderd op grond van een inspectieverslag van de afgevaardigden van de Algemene Directie van Sociale Zaken.

e) Er wordt een tabel die te allen tijde de naam en de kwalificatie van de aanwezige personeelsleden opgeeft, in de instelling aangeplakt.

De lijst van het personeel, met vermelding van de kwalificatie en de verstrekkingen, wordt aan de bevoegde administratie medegedeeld.

f) Zowel bij nacht als bij dag, geeft het personeelslid dat in de wacht is, in een daartoe bestemd register, bericht over het gevolg dat aan de oproepen van de opgenomen personen werd gegeven, inzonderheid over de instructies die het heeft gegeven.

Het moet direct de persoon wiens verstrekking noodzakelijk is, naar gelang omstandigheden, laten komen.

Het register wordt elke dag door de verantwoordelijken voor de dienst zorgverstrekking ondertekend.

Op de eerste bladzijde van het register moeten vermeld staan, de telefoonnummers van de artsen, verpleegkundigen, de brandweer en de politie, de ziekenhuizen en de ambulancediensten.

Het register en de administratieve documenten met betrekking tot de opgenomen personen worden ter beschikking gehouden van de ambtenaren van de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap die zijn aangewezen om toezicht te houden op de toepassing van de bepalingen van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rusthuizen voor bejaarden en de besluiten die ter uitvoering ervan werden genomen.

g) De directeur van de instelling en/of haar verantwoordelijke inzake beheer, moet een minimumaantal kundigheden die voor zijn ambt nuttig zijn, bezitten, in verhouding tot de omvang van de instelling en tot haar beleid inzake opvang. Dit minimumaantal kundigheden wordt vastgesteld volgens regels die nader te bepalen zijn door de Minister tot wiens bevoegdheid het bejaardenbeleid behoort.

Iedere bij dit hoofdstuk bedoelde persoon is ertoe gehouden een getuigschrift van goed zedelijk gedrag bestemd voor een openbaar bestuur over te leggen.

De erkenning kan worden geweigerd of ingetrokken wanneer een bij dit hoofdstuk bedoelde persoon in België of in het buitenland bij een in kracht van geveijde gegane rechterlijke beslissing werd veroordeeld wegens één van de misdrijven omschreven in boek II, titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, titel VIII, hoofdstukken I, II, artikel 422bis, IV en VI en titel IX, hoofdstukken I en II van het Strafwetboek, behalve indien de veroordeling voorwaardelijk is geweest en de betrokkene het voordeel van het uitstel niet heeft verloren, of indien, wanneer de gestrafte feiten niet ter gelegenheid van een gelijkaardige activiteit werden begaan, een periode van meer dan vijf jaar is verlopen sedert de uitspraak van het vonnis of, in voorkomend geval, sedert het einde van de vrijheidsstraf die tegen de betrokkene werd uitgesproken. »

Art. 3. Het bekwaamheidsgetuigschrift van gezins- en gezondheidshelper is niet vereist voor de personen die in de instelling in dienst zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit en die, op dat ogenblik, het bewijs leveren dat ze een ervaring van twee jaar als voltijds personeelslid hebben inzake hulp- en zorgverlening in een gelijkaardige instelling.

Art. 4. De instellingen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn, beschikken over een periode van zes maanden om te voldoen aan de normen betreffende het aantal, de bekwaamheid en het zedelijk gedrag van de in de instelling tewerkgestelde personen, zoals die vastgesteld zijn in hoofdstuk IV van de bijlage van het voormelde besluit van de Executieve van 10 juli 1984, gewijzigd bij dit besluit.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheid het bejaardenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 december 1989.

Vanwege de Executieve,
De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid van de Franse Gemeenschap,
F. GUILLAUME

REGION WALLONNE. — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 327

28 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant création des comités de concertation pour le Conseil économique et social de la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, modifiée par les lois du 1^{er} septembre 1980 et du 19 juillet 1983;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 83, § 3;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation de la Région wallonne, donné le 8 décembre 1987,

Sur proposition du Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

Arrête :

Article 1^{er}. Il y a un comité de concertation de base pour le Conseil économique et social de la Région wallonne. Il porte le n° XVI.

Art. 2. Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME